

EXCELSIOR

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS

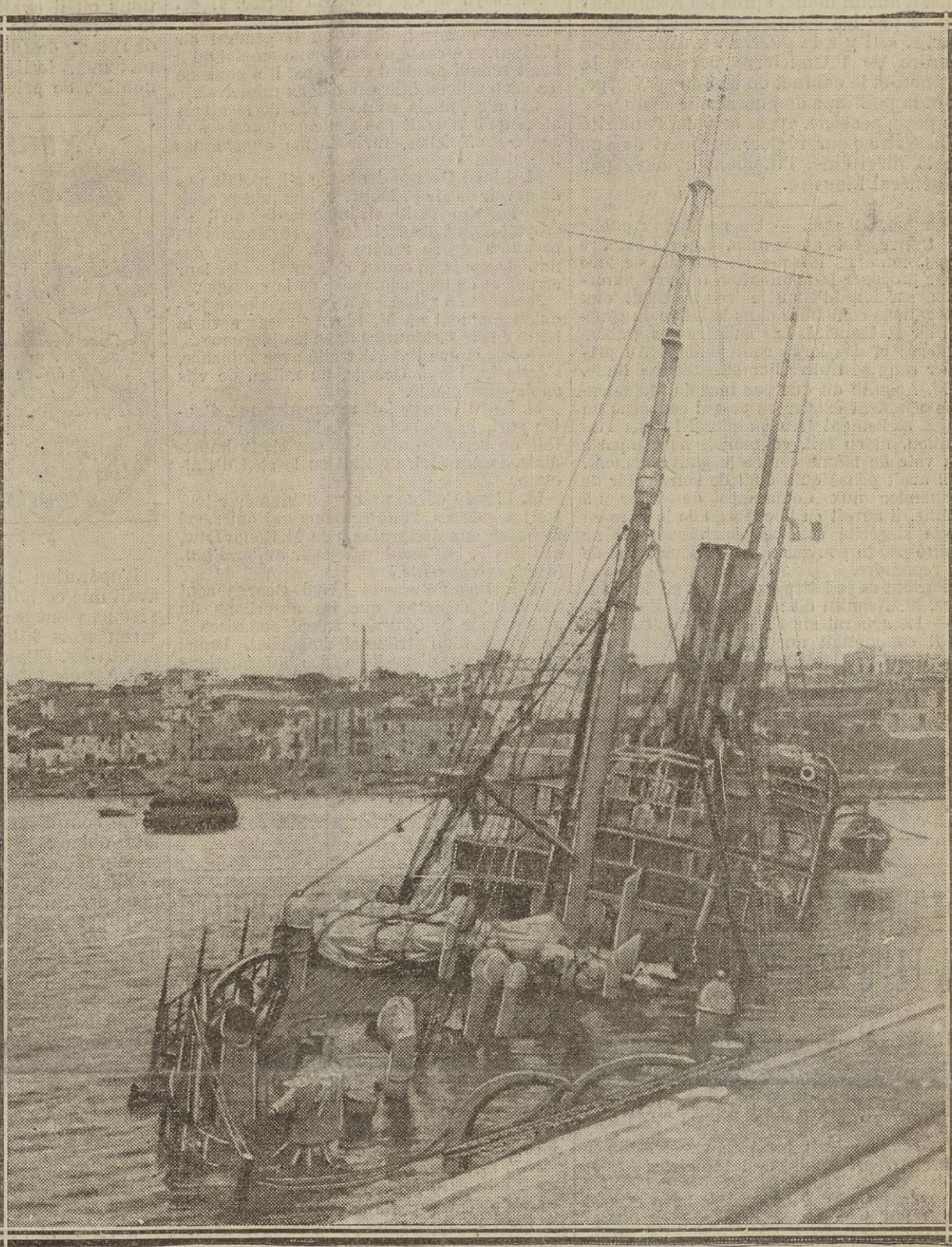
TARIF DES ABONNEMENTS:
France..... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger..... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.

PUBLICITÉ : 11, B^e des Italiens.-Tél. : Cent. 80-88

:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

« *Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport.* » — NAPOLEON

A large steamship is docked at a pier. Several men in uniform are standing on the deck. The ship has a dark hull and a white superstructure. The water is visible in the foreground.



« LA PROVENCE » DANS LE PORT ESPAGNOL DE PALAMOS



Dans la nuit du 13 au 14 avril, « La Provence » croisait au large des côtes d'Espagne lorsque, vers vingt-trois heures, l'homme de veille aperçut un sous-marin allemand à la hauteur du phare de Palamos. L'alerte fut donnée, mais le pirate avait déjà plongé et

envoyé sa torpille. Elle atteignit « La Provence » au-dessous de sa ligne de flottaison. Le navire donnait fortement de la bande. Pourtant le capitaine réussit à le redresser et à le faire rentrer par ses propres moyens dans le port de Palamos, où il sera renfloué.

A PROPOS DE LA LETTRE DU GÉNÉRAL MAURICE

M. LLOYD GEORGE A TRIOMPHÉ A LA CHAMBRE DES COMMUNES

Par 293 voix contre 106, la motion de M. Asquith a été repoussée.

M. Lloyd George a triomphé à la Chambre des Communes. Son succès ne faisait aucun doute, après les résolutions prises par les comités des deux grands partis. « Il y a la guerre » : c'est le mot d'ordre de l'Angleterre comme de la France, et le cabinet de M. Lloyd George, dont la politique de guerre a la confiance du pays, possède, après ce vote, l'autorité nécessaire pour régler, au point de vue de la discipline, l'incident soulevé par le général Maurice.

LONDRES, 9 mai. — Un nombreux public se trouve, cet après-midi, à la Chambre des Communes lorsque M. Asquith se lève pour proposer la nomination d'une commission spéciale d'enquête relative aux allégations contenues dans la lettre du général sir F. Maurice. Les galeries des ambassadeurs et des lords sont pleines. Au premier rang se trouve l'ambassadeur d'Italie.

M. Asquith dit que pas mal de malentendus semblent exister en ce qui concerne un sujet réellement très simple. Ni dans l'intention, ni en fait, sa motion ne comporte un vote de blâme contre le gouvernement. S'il avait pensé qu'il était de son devoir de demander aux Communes de voter un blâme, il aurait eu le courage de le faire en toute sincérité et sans équivoques. Il ne désire pas le pouvoir et ne se soucie pas de le reprendre.

Parlant de la lettre du général sir F. Maurice, M. Asquith dit :

Le général sir F. Maurice doit savoir qu'il commettait une grave violation des règlements du royaume et qu'il mettait en danger tout son avenir militaire.

M. Asquith s'oppose à la proposition tendant à faire effectuer une enquête par deux juges, et dit que ce serait un tribunal impuissant, à moins que ce tribunal ne soit muni de sérieux pouvoirs.

M. Asquith pense qu'une commission de cinq membres de la Chambre des Communes, désignés en dehors de toute préoccupation de partis, pourrait probablement arriver à une solution dans un délai de deux ou trois jours.

M. Lloyd George prend la parole. Il est salué par de vifs applaudissements.

Au moment, dit-il, où le général sir F. Maurice a cessé d'occuper un emploi qu'il avait rempli pendant deux ans, il a contesté les déclarations faites par deux ministres.

Il n'a jamais contesté ces déclarations alors qu'il n'avait pas seulement accès aux sources officielles, mais même auprès des ministres.

M. Lloyd George demande s'il n'était pas du devoir de sir F. Maurice, lorsqu'il pensait que l'affaire était si importante qu'il se croyait obligé d'enfreindre les règlements du royaume, de se rendre d'abord auprès des ministres mis en cause, de leur signaler leur erreur et de leur demander de la corriger.

Jamais une syllabe n'a été prononcée jusqu'au moment où M. Lloyd George a vu la lettre de sir F. Maurice dans les journaux.

Je dis que j'ai été traité avec injustice, s'écrit M. Lloyd George, au milieu de vifs applaudissements.

M. Lloyd George fait remarquer que, d'autre part, le général sir F. Maurice n'a pas fait de représentations à ses chefs immédiats, le secrétaire d'Etat ou le chef d'état-major.

M. Lloyd George propose d'énumérer toutes les sources d'informations qui ont servi de bases aux déclarations de M. Bonar Law, et il invite la Chambre à juger aujourd'hui.

MM. Bonar Law et Lloyd George sont vivement désireux que les assertions du général sir F. Maurice soient soumises à l'examen d'un tribunal impartial, lequel aurait à sa disposition des informations très nombreuses et très confidentielles, qui ne laisseront absolument aucun doute sur la véracité de leurs déclarations.

LA MOTION DE M. ASQUITH EST REJETÉE

LONDRES, 9 mai. — La motion de M. Asquith est rejetée par 293 voix contre 106. (Havas.)

« L'UNITÉ DE COMMANDEMENT NOUS OUVRIRA LA ROUTE LA PLUS SURE VERS LA VICTOIRE », DÉCLARE LORD DERBY

L'Association de la presse anglo-américaine a reçu, hier, à déjeuner, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Derby, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. W.-G. Sharp.

La réunion était présidée par M. Elmer Roberts, représentant de l'Associated Press, assisté de M. Grundy, secrétaire général.

Au dessert, M. Pichon, M. Sharp et lord Derby ont pris successivement la parole.

« L'association de la presse anglo-américaine a reçu, hier, à déjeuner, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Derby, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. W.-G. Sharp.

ver à une solution dans un délai de deux ou trois jours.

M. Lloyd George prend la parole. Il est salué par de vifs applaudissements.

Au moment, dit-il, où le général sir F. Maurice a cessé d'occuper un emploi qu'il avait rempli pendant deux ans, il a contesté les déclarations faites par deux ministres.

Il n'a jamais contesté ces déclarations alors qu'il n'avait pas seulement accès aux sources officielles, mais même auprès des ministres.

M. Lloyd George demande s'il n'était pas du devoir de sir F. Maurice, lorsqu'il pensait que l'affaire était si importante qu'il se croyait obligé d'enfreindre les règlements du royaume, de se rendre d'abord auprès des ministres mis en cause, de leur signaler leur erreur et de leur demander de la corriger.

Jamais une syllabe n'a été prononcée jusqu'au moment où M. Lloyd George a vu la lettre de sir F. Maurice dans les journaux.

Je dis que j'ai été traité avec injustice, s'écrit M. Lloyd George, au milieu de vifs applaudissements.

M. Lloyd George fait remarquer que, d'autre part, le général sir F. Maurice n'a pas fait de représentations à ses chefs immédiats, le secrétaire d'Etat ou le chef d'état-major.

M. Lloyd George propose d'énumérer toutes les sources d'informations qui ont servi de bases aux déclarations de M. Bonar Law, et il invite la Chambre à juger aujourd'hui.

MM. Bonar Law et Lloyd George sont vivement désireux que les assertions du général sir F. Maurice soient soumises à l'examen d'un tribunal impartial, lequel aurait à sa disposition des informations très nombreuses et très confidentielles, qui ne laisseront absolument aucun doute sur la véracité de leurs déclarations.

LA MOTION DE M. ASQUITH EST REJETÉE

LONDRES, 9 mai. — La motion de M. Asquith est rejetée par 293 voix contre 106. (Havas.)

« L'UNITÉ DE COMMANDEMENT NOUS OUVRIRA LA ROUTE LA PLUS SURE VERS LA VICTOIRE », DÉCLARE LORD DERBY

L'Association de la presse anglo-américaine a reçu, hier, à déjeuner, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Derby, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. W.-G. Sharp.

La réunion était présidée par M. Elmer Roberts, représentant de l'Associated Press, assisté de M. Grundy, secrétaire général.

Au dessert, M. Pichon, M. Sharp et lord Derby ont pris successivement la parole.

« L'association de la presse anglo-américaine a reçu, hier, à déjeuner, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Derby, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. W.-G. Sharp.

La réunion était présidée par M. Elmer Roberts, représentant de l'Associated Press, assisté de M. Grundy, secrétaire général.

Au dessert, M. Pichon, M. Sharp et lord Derby ont pris successivement la parole.

« L'association de la presse anglo-américaine a reçu, hier, à déjeuner, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Derby, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. W.-G. Sharp.

La réunion était présidée par M. Elmer Roberts, représentant de l'Associated Press, assisté de M. Grundy, secrétaire général.

Au dessert, M. Pichon, M. Sharp et lord Derby ont pris successivement la parole.

« L'association de la presse anglo-américaine a reçu, hier, à déjeuner, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Derby, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. W.-G. Sharp.

La réunion était présidée par M. Elmer Roberts, représentant de l'Associated Press, assisté de M. Grundy, secrétaire général.

Au dessert, M. Pichon, M. Sharp et lord Derby ont pris successivement la parole.

« L'association de la presse anglo-américaine a reçu, hier, à déjeuner, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Derby, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. W.-G. Sharp.

La réunion était présidée par M. Elmer Roberts, représentant de l'Associated Press, assisté de M. Grundy, secrétaire général.

Au dessert, M. Pichon, M. Sharp et lord Derby ont pris successivement la parole.

« L'association de la presse anglo-américaine a reçu, hier, à déjeuner, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères ; l'ambassadeur d'Angleterre, lord Derby, et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. W.-G. Sharp.

La réunion était présidée par M. Elmer Roberts, représentant de l'Associated Press, assisté de M. Grundy, secrétaire général.

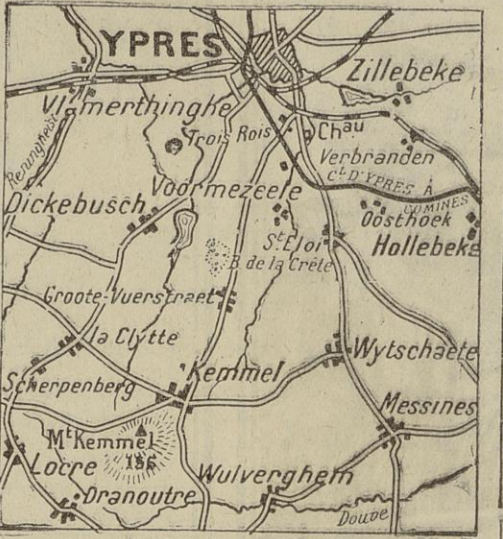
Au dessert, M. Pichon, M. Sharp et lord Derby ont pris successivement la parole.

ENTRE LA CLYTTE ET VOORMEEZEELE

TOUTES NOS POSITIONS complètement rétablies

Nos contre-attaques ont refoulé deux divisions ennemies, qui furent fort éprouvées.

Une fois de plus l'ennemi en est pour ses frais, ou plutôt pour ses pertes : les contre-attaques des troupes britanniques et françaises ont repris les positions où il avait réussi à pénétrer vers le centre de son front d'attaque, en avant de l'étang de Dickebusch, et rétabli complètement la ligne en faisant un certain nombre de prisonniers.



L'opération tentée par les Allemands avait une certaine importance : deux divisions y ont pris part sur un front d'environ trois kilomètres et ont été fort éprouvées. Elle devait certainement précéder une offensive plus étendue, en lui assurant de favorables positions de départ.

L'attaque qui a été prononcée ce matin au nord de Kemmel paraît avoir le même caractère et dénoncer les mêmes intentions. Ici également, la situation a été complètement rétablie. Les résultats obtenus jusqu'ici ne sont guère encourageants pour les Allemands. Ils s'obstinent cependant, non seulement pour des raisons de politique intérieure, mais parce que les positions qu'ils occupent autour d'Ypres, dominées presque de toutes parts, sont trop difficiles à tenir et qu'il leur faut se donner de l'air à tout prix. Mais le secteur d'Ypres n'est pas, à beaucoup près, le plus important du champ de bataille.

Jean VILLARS.

NOS RAPPORTS AVEC LES NEUTRES

UNE RIPOSTE HEUREUSE

La France fournira à la Suisse le charbon que lui refuse l'Allemagne.

BERNE, 9 mai. — Les journaux annoncent que le gouvernement français a informé le Conseil fédéral qu'il était prêt à mettre mensuellement à la disposition de la Suisse 83.000 tonnes environ de charbon à 150 fr. la tonne (argent suisse). Cette nouvelle a produit la plus heureuse impression.

On juge cette quantité suffisante pour le ravitaillement de la Suisse, si on y ajoute les 75.000 tonnes que l'Allemagne, par l'accord du 20 août 1917, a reconnu devoir fournir à la Suisse en compensation de l'énergie électrique mise à sa disposition par l'industrie suisse.

Il y a deux écoles dans les rapports des belligérants avec les neutres : il y a l'école française et l'école allemande. Nos voisins les Suisses peuvent en faire l'expérience. L'Allemagne croyait les tenir au point de vue économique et pouvoir exiger d'eux des conditions draconiennes en faisant valoir très haut qu'elle était seule à pouvoir l'approvisionner en charbon. L'Allemagne profitait des besoins de combustible de la Suisse pour lui faire payer des prix exorbitants et pour marchander, à chaque renouvellement des accords germano-helvétiques, les quantités qu'elle livrerait.

C'est au moment où ce chantage s'exerçait le plus brutalement et plaçait l'industrie helvétique dans une situation critique que la France est intervenue. Généreusement, quelles que soient nos propres difficultés minières, elle a offert à la Suisse de combler la différence que l'Allemagne se refuse à fournir. En outre, la Suisse paiera de charbon français 150 francs la tonne au lieu que l'Allemagne fait payer le sien 190 francs.

On peut dire que voilà du charbon bien placé. La Suisse saura apprécier l'initiative de la France — et son industrie aura les moyens de travailler pour nous. Cette fois, la politique allemande est victime de son propre procédé.

M. Clemenceau reçoit le général Berthelot

Le général Berthelot, ancien chef de la mission française en Roumanie, a été reçu, hier matin, par M. Clemenceau, président du Conseil.

Ajoutons qu'hier matin sont arrivés à Paris, après un très long voyage, les membres de la mission sanitaire que la France avait envoyée en Roumanie.

Ils ont été salués par le général Rudeanu, chef de la mission militaire de Roumanie en France, qu'entouraient diverses personnalités roumaines, et par des représentants du Service de santé.

COMMUNIQUÉS BRITANNIQUES

13 HEURES. — Hier soir, dans le secteur La Clytte-Woormezele, des contre-attaques heureuses déclenchées par les troupes britanniques et françaises ont réussi à repousser l'ennemi des positions de notre première ligne dans lesquelles il avait pénétré dans la matinée.

Notre ancienne ligne a été rétablie. Nous avons fait quelques prisonniers. Ce matin, l'ennemi nous a attaqués au nord de Kemmel ; il est parvenu à avancer légèrement sur un point où la lutte continue.

Deux divisions allemandes ont pris part à l'attaque d'hier matin. Au cours de cette action et pendant les contre-attaques qui l'ont suivie, le feu de notre artillerie et de notre infanterie a infligé de lourdes pertes à l'ennemi.

Des combats locaux autour de Bucquoy nous ont permis de faire 30 prisonniers. Pendant la nuit, entre la Somme et l'Ancre, nous avons réalisé des progrès, et, tout en améliorant nos positions dans ce secteur, nous avons fait quelques prisonniers.

Aux environs de Lens et de Merris, des attaques ennemies ont été repoussées. L'artillerie allemande s'est montrée très active pendant la nuit dans le secteur d'Albert.

21 H. 30. — Ce matin, en fin de bataille, dans le secteur La Clytte-Woormezele, les positions françaises et anglaises ont été complètement rétablies.

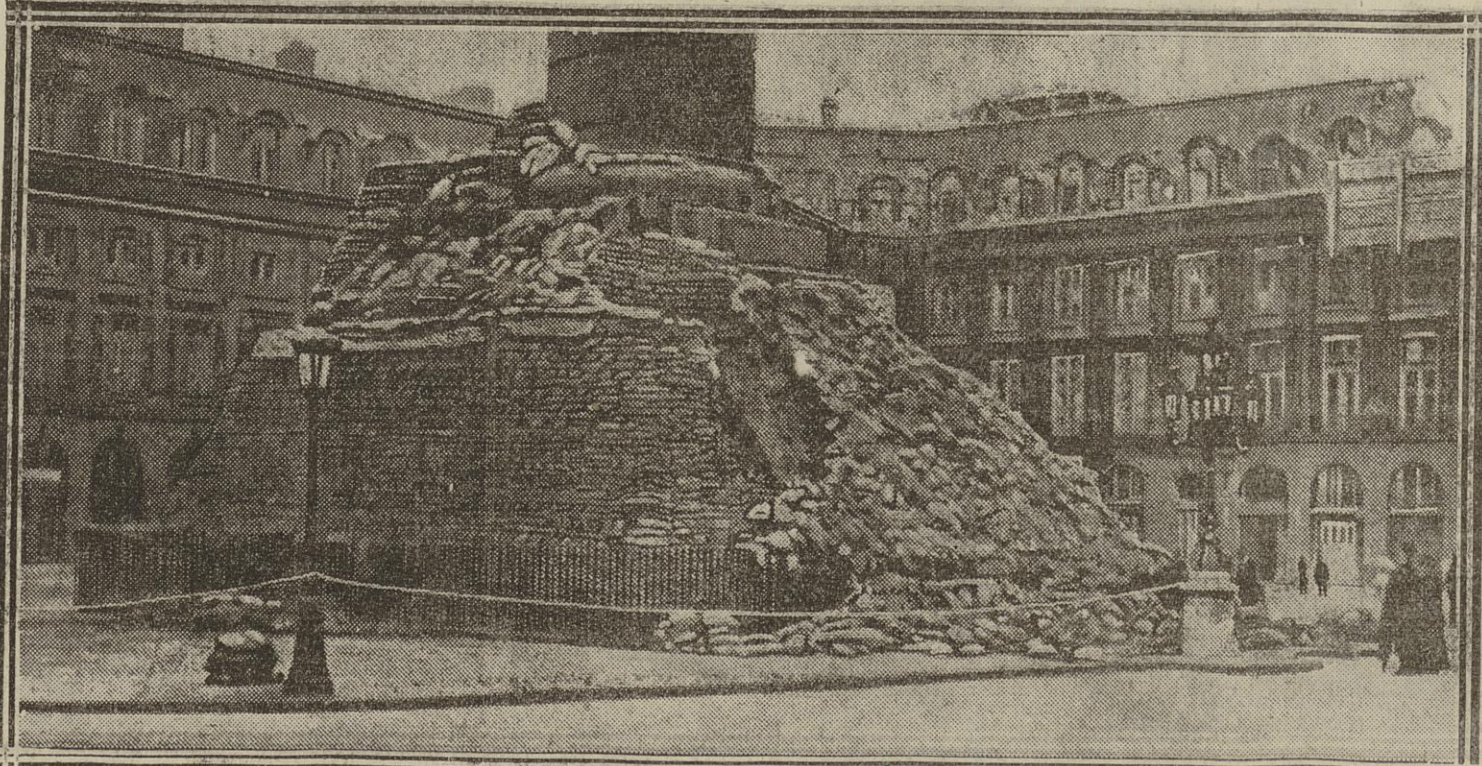
A la suite de l'activité de son artillerie déjà signalée, l'ennemi a lancé, de bonne heure ce matin, deux attaques dans les environs d'Albert et Bouzincourt.

A ce dernier point, l'attaque ennemie a été brisée par le feu de notre infanterie et de nos mitrailleuses et n'a pu arriver jusqu'à nos tranchées.

Les troupes ennemies, après avoir subi de lourdes pertes sous notre feu, à Albert, ont pu prendre pied dans nos positions avancées, sur un front d'environ 150 yards.

En dehors de l'activité réciproque de l'artillerie en différents secteurs, rien à signaler sur le reste du front britannique.

LES SACS DE SABLE QUI PROTEGEAIENT LA COLONNE VENDÔME SE SONT ÉCROULÉS



PHOTOGRAPHIE PRISE HIER DE LA COLONNE VENDÔME DONT LA CARAPACE DE TERRE S'EST EFFONDREE

L'éboulement des sacs de terre qui protégeaient la *Marseillaise* de Rude, à l'Arc de Triomphe, ne fut que le premier d'une série.

Depuis, le rempart qui défendait la fon-

taine Médicis s'est effondré : Acis et Galatée, tout heureux de revoir le jour et de respirer le printemps, ont échangé avec plus d'ardeur leurs confidences galantes.

Enfin, hier, la carapace de la colonne

Vendôme s'est écroulée. Les trophées sculptés par Rude sur le piédestal sont de nouveau apparus à la lumière.

La gloire, la beauté, l'amour ne se laissent pas aisément emprisonner.

L'ART FRANÇAIS PENDANT LA GUERRE

LE "SALON D'AUTOMNE" s'ouvrira-t-il au Louvre?

Peut-être, nous dit son président M. Frantz Jourdain, ou bien à l'Ecole des Beaux-Arts.

La Société Nationale des Beaux-Arts, la Société des Artistes Français, fraternellement unies, ont fait leur vernissage avec un succès qu'*Excelsior* a relaté. La Ville de Paris leur a gracieusement cédé le Petit Palais pour cette manifestation, qui suit, à quatre années d'intervalle, celle du printemps de 1914.

Mais, ce printemps passé, nous arrivons-nous en si beau chemin ? Le Salon d'Automne ne nous conviendrait-il pas, son tour, au Petit Palais, à son effort de guerre, et mieux, indépendant ? Le Salon d'Automne n'eût pas demandé autre chose, avait pensé, lui aussi, à solliciter de la Ville de Paris l'autorisation d'occuper le Petit Palais, comme les Sociétés de printemps. Cependant, la quatrième commission a émis un avis défavorable.

M. Frantz Jourdain, président de la Société du Salon d'Automne, nous a communiqué ses impressions à ce sujet :

« Nous étions, à Paris, trois Salons, nous collaborions, chacun de notre côté à l'œuvre commune. Pendant la guerre l'Etat nous fit l'honneur de nous inviter — tous les trois — à participer aux expositions chez les neutres, en Espagne et en Suisse, aux fins de propagande française. Membres des trois Sociétés, artistes, mieux : amis, — nous nous réunissions à la « Fraternité des artistes » et là, fraternellement, — vraiment — nous élaborions en commun, des projets.

« Cependant, mon comité du Salon d'Automne me pressait d'organiser une Exposition. « La guerre se prolonge, me disait-il, l'intérêt de nos artistes est de « jeu. » Je me refusai, alléguant que nous étions, nous, Salon d'Automne, le plus jeune Salon, et que, par déférence, nous ne pouvions que suivre nos aînés. Nous avions été ensemble à Barcelone, à Zurich, etc. « Nous serons encore ensemble », ajoutai-je, ou nous ne serons pas. »

« Et, cependant, à la « Fraternité des artistes », les deux Sociétés aînées entendirent et allèrent soumettre leur avis au Conseil municipal de Paris, qui, dans les vingt-quatre heures, l'accepta.

« Je me trouvais donc dégoûté de la décision que j'avais été tellement heureux d'observer et, à mon tour, n'ayant rien à objecter aux sollicitations de mon comité, je me décidai à aller réclamer de la Ville de Paris la faveur qu'elle avait accordée aux deux Sociétés, c'est-à-dire le droit, pour l'exposition du Salon d'Automne, d'occuper le Petit Palais.

« Nous fîmes donc, M. Desvallières, vice-président du Salon d'Automne, et moi, cette démarche. Nous nous sommes placés, devant le Conseil municipal, à un point de vue patriotique encore mieux qu'artistique. Nous voulions mettre en vedette les œuvres de nos camarades de l'armée, et puis réserver les meilleures places à nos camarades du front. C'est ce que nous exposâmes à M. Mithouard, le président du Conseil municipal, — au besoin de le dire ? — nous reçut de la plus aimable manière.

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

« Je m'adressai au poète et lui rappor-

AMHERD RENOUVELLE SES GRAVES DÉCLARATIONS

Les fonds suspects lui ont été remis par Duval à la fin de 1915 ou dans les premiers jours de 1916.

M. Faralécq, commissaire aux délégations judiciaires, est rentré à Paris, après que Mme Amherd, la directrice de l'hôtel International, eut renouvelé ses précédentes déclarations et fait savoir qu'elle ne répondait pas à la convocation du conseil de guerre.

Les vœux de Benoît XV pour la paix

ROME, 9 mai. — Le pape a fait connaître, une fois de plus, aujourd'hui, son opinion sur la guerre, et a formulé ses vœux en faveur de la paix. Il ordonne que le 29 juin, jour de la fête des saints Pierre et Paul, tous les prêtres, dans la célébration de leur office, offrent le saint sacrifice à Dieu, en demandant de pardonner aux hommes.

La mission américaine sera reçue aujourd'hui au Palais-Bourbon

Les membres de la mission américaine, au nombre d'une vingtaine et comptant parmi eux des députés de la Chambre, ont été reçus cet après-midi au Palais-Bourbon.

Une conférence interalliée de l'aviation

Le général Bongiovanni, chef de l'aéronautique du G. G. italien, qui vient d'arriver à Paris et a assisté, hier matin, à Versailles, à l'ouverture de la Conférence interalliée sur l'aviation, a tenu à exprimer l'admiration qu'il éprouve, personnellement, pour l'aviation française et pour ses aviateurs.

Les blanchisseuses majorent de 20 pour 100 leurs notes

Voici que les blanchisseuses nous menacent d'une nouvelle majoration de 20 % sur les tarifs en vigueur qui, l'an dernier déjà, avaient subi une première hausse.

Graves inondations dans le Midi

A Toulouse, la Garonne monte sensiblement. Les eaux de l'Hers ont fait déborder le canal du Midi, provoquant des inondations partielles assez importantes.

5 HEURES DU MATIN DERNIÈRE HEURE 5 HEURES DU MATIN

CE QUE NOS ENNEMIS EXIGENT DES BOLCHEVIKS

Ils veulent, avant tout, préparer la marche sur Petrograd.

STOCKHOLM, 9 mai. — Le radiotélégramme par lequel M. Tchitcherine fait savoir au plénipotentiaire russe à Berlin que les Allemands ont occupé Taganrog et Rostof et s'avancent dans la direction de Novotcherkassk se termine ainsi :

« Le comte Mirbach nous a demandé avec insistance de remettre la forteresse d'Ino entre les mains du gouvernement finlandais et de débarrasser la côte mouro-mane des forces anglo-françaises qui s'y trouvent encore.

« Nous ne voyons aucunement pourquoi ces questions ne pourraient recevoir une solution satisfaisante pour les deux parties. Mais il est absolument indispensable que vous fassiez comprendre clairement au gouvernement allemand que si nous sommes prêts à résoudre favorablement ces deux questions nous comptons fermement, par contre, que nous pourrions signer sans retard une paix solide.

« Veuillez entreprendre de suite les démarches nécessaires et nous répondre sans retard.

« Signé : TCHITCHERINE. »

Il ne faut pas prendre au tragique la réponse de Tchitcherine, permettant aux Allemands de faire le nécessaire pour déterminer le retrait des troupes franco-anglaises qui se trouvent sur la côte mouro-mane. Mais cette acception, fut-elle de principe, est un signe peu équivoque des dispositions véritables des bolcheviks à notre égard.

Cependant l'Allemagne ne cache pas ses intentions à l'égard de la Russie : en demandant la remise de la forteresse d'Ino, chef de Cronstadt, à ses alliés finlandais, elle traite sa menace sur Petrograd, Tchitcherine a dû le reconnaître. Il faut rapprocher de cette exigence l'aveu que le général Wrissberg a fait hier à la commission du Reichstag : « Nos troupes ne sont pas actuellement en marche sur Petrograd. »

Les Allemands occupent Rostof

BALE, 9 mai. — On annonce officiellement de Berlin qu'en Ukraine les troupes allemandes ont poussé sur la côte septentrionale de la mer d'Azof, jusqu'à l'embouchure du Don, et occupé Rostof.

L'anarchie s'aggrave dans la région du Don

STOCKHOLM, 9 mai. — Les nouvelles reçues de Tsaritsyne, sur la Basse-Volga, indiquent que toute la province du Don est livrée à la plus complète anarchie. Les Allemands s'en approchent par l'ouest en s'avancant dans la vallée du Donetz, aux environs de Lugansk.

Le régime bolcheviste a produit une telle décomposition qu'il paraît destiné à ne plus durer longtemps dans ces régions. Le papier-monnaie n'a presque plus de valeur, un rouble actuel représentant cinq à dix kopecks de l'ancienne monnaie, et parfois moins. Cependant, les Soviëts ne s'occupent que de continuer la révolution sociale.

Débat aux Communes sur la lettre de Charles I^{er}

LONDRES, 9 mai. — A la Chambre des communes, M. Outhwaite demande au premier ministre s'il assume seul la responsabilité du rejet de l'offre de paix de l'empereur Charles par la Grande-Bretagne.

M. Bonar Law répond : « Je n'ai pas de déclarations à faire à ce sujet.

M. Outhwaite réplique : « L'attention du premier ministre a-t-elle été appelée sur le fait que des documents relatifs à ce sujet sont mentionnés par la presse française, lesquels dévoilent le fait que le premier ministre a appuyé les propositions de l'empereur Charles ? »

M. Bonar Law répond que l'attention a été attirée sur l'enquête menée devant la commission française, mais qu'il n'a pas d'autre information à donner.

M. Outhwaite demande : « Quand fera-t-on une déclaration sur l'attitude du premier ministre à cet égard ? »

Nous en ferons une quand nous l'estimerons nécessaire dans l'intérêt public, répond M. Bonar Law.

M. Pringle demande si le premier ministre a pris seul la responsabilité de se déclarer d'accord sur les termes de la lettre de l'empereur Charles sans consulter ses collègues ?

M. Bonar Law répond : « Nous devons être seuls juges des informations que nous donnerons ou ne donnerons pas. (Applaudissements.) » (Havas.)

Un nouveau ministère en Angleterre

LONDRES, 9 mai. — Selon les Daily News, on envisagerait une modification du ministère des Vivres, qui tendrait à créer un département nouveau : le ministère du Ravitaillement.

LE DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE A LA CHAMBRE DES COMMUNES

Le président du Conseil anglais a examiné point par point les critiques formulées par le général Maurice dans sa lettre.

On a lu, d'autre part, le résumé de la séance d'hier à la Chambre des Communes, séance à l'issue de laquelle la motion de M. Asquith fut repoussée. M. Lloyd George fit, au cours du débat, au sujet de la lettre du général Maurice, des déclarations fort importantes dont voici les passages essentiels :

LONDRES, 9 mai. — M. Lloyd George, répondant à M. Asquith pour s'élever contre la nomination d'une commission parlementaire, déclara :

« Nous estimons que si une commission parlementaire est parfaite pour certaines enquêtes, elle n'est pas le meilleur tribunal quand les passions sont soulevées.

« Or, depuis mardi, nous avons pu nous rendre compte, par la lecture des journaux soutenant M. Asquith, qu'il en est ainsi. Nous nous sommes même convaincus que la décision d'aucun tribunal ne serait jugée satisfaisante, et c'est pour cela que nous avons décidé de faire connaître publiquement les faits, afin que le public soit jugé.

« Prenons d'abord la phrase contestée par le général Maurice sur la force des armées britanniques. Les chiffres sur lesquels je me suis basé émanent de documents du War Office, et des investigations faites depuis lors m'ont prouvé qu'ils n'étaient pas inexacts.

« Une addition très considérable avait été faite à nos forces, en France, au début de 1918, par rapport à 1917.

« En France, cette augmentation était plus sensible proportionnellement que partout ailleurs.

« Il est possible que le malentendu avec le général Maurice tiende à la distinction faite parfois entre les combattants et les non-combattants.

« Personnellement, je n'admets pas cette distinction, mais j'aborderai la question sous ces deux aspects.

« Peut-on, en effet, considérer comme non-combattants les hommes du général Carey qui arrêteront la poussée allemande vers Amiens, et pourtant, selon cette distinction, ils rentreraient dans cette catégorie. Et ceux qui repèrent les routes et les voies ferrées sous le feu de l'ennemi et subissent tous les jours de si lourdes pertes, eux aussi sont classés comme non-combattants. Je me refuse à les considérer comme tels.

« En revenant de France, l'autre jour, mon premier soin a été, comme on me le demandait, d'en envoyer d'autres pour combler les vides. Eh ! bien, le 18 avril, pour répondre à une question posée ici, j'ai réclamé les chiffres de nos forces en France.

« C'était neuf jours après mon discours. Ces chiffres, qui sont identiques à ceux que je vous ai donnés, m'ont été fournis par le service même du général Maurice, et voici le document remis par son représentant.

« Cette pièce est à la disposition de la Chambre. Je ne la lirai pas, mais en voici la conclusion :

« L'état ci-inclus montre que la force combattante de l'armée britannique était plus grande au 1^{er} janvier 1918 qu'au 1^{er} janvier 1917. »

Un député ayant demandé quelle était la situation au 21 mars 1918, M. Lloyd George déclara que cette force avait encore été augmentée entre le 1^{er} janvier et le mois de mars. Puis il poursuivit :

« J'ai dit encore qu'au début de l'offensive allemande nous avions une légère supériorité en infanterie, une supériorité considérable en cavalerie, la supériorité en artillerie, et j'ai ajouté aussi dans les airs.

« Sauf en ce qui concerne l'aviation, tous mes chiffres me venaient du général Maurice. Je ne dis pas que ce soit lui-même qui les ait écrits à ma demande, mais ils le furent par un de ses subordonnés. »

Parlant de l'extension du front britannique, M. Lloyd George dit :

« Il est exact que le général sir F. Maurice était à Versailles, mais il n'est pas exact d'en déduire qu'il assistait à la séance où l'on a discuté l'extension du front. Sir F. Maurice n'y assistait pas : il se trouvait dans un local hors de la chambre du Conseil avec d'autres personnes qui étaient là pour aider les divers généraux.

« Jamais le Conseil de Versailles n'a discuté le moins du monde l'extension du front de l'armée du général Gough, qui est celle à laquelle on fait allusion. Cette extension avait été convenue entre le maréchal sir Douglas Haig et le général Pétain ; elle était un fait accompli avant que le Conseil se fût jamais réuni, et le maréchal sir Douglas Haig avisa le Conseil du fait. On avait réclamé une nouvelle extension, mais pas un seul mètre du front n'a été repris comme résultat de la Conférence de Versailles.

« Il n'y a pas au monde de vrai dans l'assertion selon laquelle l'extension du front de l'armée du général Gough a été faite par ordre du cabinet de guerre, en dépit des objections du maréchal sir Douglas Haig et du général Robertson. On a procédé à cette extension à cause de la grande pression exercée par le gouvernement français, afin de permettre le retrait d'hommes pour l'agriculture, retrait devenu absolument nécessaire. Le cabinet a accepté le principe d'une extension, mais l'époque, le lieu et l'étendue de cette extension furent laissés à la décision des deux commandants en chef. »

M. Lloyd George conclut :

« Je reviens de France. J'ai vu des généraux qui m'ont dit comment les Allemands étaient en train de préparer silencieusement la plus grande attaque peut-être de la guerre : ces généraux me demandent de leur fournir une aide sûre. Je rapporte la liste des choses qu'ils veulent qu'on fasse. Il faut m'en occuper. Le sort de notre pays à tout est aujourd'hui en jeu ; il va rester en équilibre pendant ces quelques semaines. Je vous demande, je vous conjure de mettre un terme à ces attaques harcélantes. »

"TANT QUE L'ALLEMAGNE SERA MILITARISTE ON NE POURRA NÉGOCIER"

Telles sont les déclarations faites hier par lord Curzon à la Chambre des Lords.

LONDRES, 9 mai. — La Chambre des Lords a discuté, ce soir, sur la propagande faite par l'ennemi en Grande-Bretagne par l'intermédiaire de partisans qui se déclarent pacifistes.

Lord Curzon, répondant sur différents points soulevés au cours du débat, dit qu'en parlant d'une façon générale les idées de la population sont foncièrement saines. Il est possible qu'on ait exagéré l'importance des efforts faits par les pacifistes, ainsi que l'influence exercée par eux ; mais l'esprit des ouvriers, des ouvrières et de toute la population voit juste, et cela est bien fait pour donner du cœur.

« Depuis le début de la guerre, dit lord Curzon, les Alliés n'ont pas cessé d'envisager la possibilité de terminer les hostilités d'une façon heureuse et honorable, au moyen de négociations.

« On n'a vu à aucun moment un des Alliés prendre une attitude hostile à des propositions de paix avant qu'elles ne fussent faites. Les Alliés étaient d'accord que si les ouvertures étaient faites, à n'importe quel moment et émanant de milieux responsables avec des caractères apparents de sincérité, les alliés intéressés seraient libres de les examiner et que, au cas où il y serait donné suite, ces alliés consulteraient les autres.

« Il s'est présenté des occasions où il y a eu des ouvertures ou des velléités de ce genre. Ces mouvements ont échoué, tout simplement parce que leurs auteurs ont renoncé à les pousser plus loin ou qu'ils étaient de tel caractère qu'il était impossible d'y donner suite sans déroger à l'honneur et sans mettre en danger notre sécurité.

« Chacun sait qu'en raison de la situation actuelle du pays la paix par compromis est, pour le moment, impossible, parce que le pays traverse la crise la plus grave de son histoire. Croire que la paix pourrait découler de négociations, à l'heure actuelle, est une pure chimère.

« C'est ce qui s'est produit à Brest-Litovsk, et la Roumanie ne nous offre aucun encouragement pour une paix par compromis. La situation est celle-ci : jusqu'à ce que l'esprit militariste qui règne en Allemagne ait été abattu, toute poursuite de négociations en vue d'une paix durable et honorable a peu de chances de réussir. » (Havas.)

Un navire anglais coulé

LONDRES, 9 mai. — L'Amirauté communie qu'un bateau releveur de mines a coulé sur une mine le 1^{er} mai, entraînant la perte de trois officiers et de vingt-trois hommes, équipage compris.

LES ACCORDS DE BERNE VONT ENTRER EN VIGUEUR

Les gouvernements français et allemand ont fixé la date du 15 mai.

Nous annonçons, hier, que l'accord de Berne, relatif à l'échange des prisonniers de guerre, était sur le point d'être ratifié par le gouvernement allemand. C'est aujourd'hui chose faite.

Une dépêche de Berne nous informe que : « Le département politique suisse a reçu communication que le gouvernement français et le gouvernement allemand ont approuvé les deux accords signés à Berne le 26 avril 1918, concernant les prisonniers de guerre et les civils. Ces accords entreront en vigueur le 15 mai. »

D'autre part, le ministre des Affaires étrangères a reçu confirmation de cette nouvelle.

Rappelons que, d'après cette convention, les sous-officiers, caporaux et soldats, prisonniers en France et en Allemagne depuis dix-huit mois au moins, seront directement rapatriés, tête pour tête et grade pour grade, dans l'ordre de l'ancienneté de capture.

Seront, en outre, directement rapatriés, sans égard au grade ni au nombre, les sous-officiers, caporaux et soldats, en captivité depuis dix-huit mois, qui appartiennent à l'une des deux catégories suivantes : 1^{re} âgés de plus de quarante ans et de moins de quarante-cinq, pères d'au moins trois enfants vivants ; 2^{de} âgés de plus de quarante-cinq ans, sans condition de paternité.

En outre, un régime nouveau est institué pour les civils internés actuellement en pays ennemi. Quant aux civils internés en Suisse, ils seront remis en liberté.

Les civils et militaires qui bénéficieront de ces accords ne pourront être envoyés au service militaire ni au front, ni dans la zone des étapes, ni en territoire ennemi occupé, ni dans un Etat allié.

Cet accord est conclu pour une première période de quinze mois. Il sera ensuite renouvelé de trois mois en trois mois.

Il est applicable aux prisonniers de guerre allemands capturés par les troupes belges, et réciproquement.

Le traité de Bucarest mécontente la Bulgarie

AMSTERDAM, 9 mai. — On apprend de Sofia que M. de Kuhlmann a reçu trois représentants de l'organisation de la Dobroudja, qui lui ont exprimé la crainte que le traité de paix conclu à Bucarest n'apporte pas aux provinces dobrooudiennes l'union attendue de toute la Dobroudja à la Bulgarie.

M. de Kuhlmann a répondu que le traité de paix de Bucarest a consacré la réalisation d'une grande partie des aspirations bulgares et il existe un espoir justifié que le reste de ces aspirations sera également réalisé à bref délai.

Engagements de patrouilles sur le front belge

(OFFICIEL BELGE). — Durant ces dernières vingt-quatre heures, l'activité de l'artillerie ennemie a été peu marquée. La nôtre a effectué quelques destructions, de nombreux réglages et harcèlements.

Dans la nuit, nos patrouilles ont combattu des patrouilles ennemies dans les zones de Neupont et de Basinghe.

L'aviation ennemie a bombardé sans succès plusieurs de nos cantonnements. La nôtre a été très active dans la journée.

L'ex-roi Constantin a subi une opération

ZURICH, 9 mai. — Après avoir subi, dans une clinique, une légère opération nécessitée par un abcès et n'ayant aucune corrélation avec sa précédente maladie, le roi Constantin était rentré à sa villa.

Il a eu ensuite une crise d'influenza, dont la phase aiguë était surmontée dimanche.

La fièvre est presque complètement tombée. L'état général est satisfaisant. L'amélioration continue. (Havas.)

Les défaits de Turin devant la justice

ROME, 9 mai. — Actuellement commence à Turin le procès des instigateurs des désordres survenus fin août dernier dans cette ville.

La Tribuna publie l'acte d'accusation d'après lequel, dès 1915, les principales associations socialistes, après s'être opposées à la déclaration de guerre, avaient continué à faire de la propagande pour imposer la paix, par des réunions, des manifestations, la distribution clandestine de tracts, etc.

L'acte d'accusation cite une lettre de soldat réclamant des brochures pour les distribuer dans les milieux favorables.

M. Serrati, directeur de l'Avanti, est parmi les inculpés.

LE "TIP" remplace le Beurre

Av. Fellerin, 82, r. Rambuteau (2^e et 1^{re} L.).

LAIT CONCENTRÉ SUCRÉ et SANS SUCRE NESTLÉ LA MARQUE PRÉFÉRÉE En Vente partout

LES COURS

— De Madrid, on annonce la mort de S. A. R. l'infante Maria del Pilar, fille de don Fernando et de feu l'infante Marie-Thérèse, sœur de S. M. le roi Alphonse XIII.

La petite princesse, qui n'était âgée que de six ans, a été emportée par une méningite. Les obsèques ont eu lieu hier à l'Escorial, dans la sépulture de la famille royale d'Espagne. M. de Romanones, ministre de la Justice, représentait le gouvernement à cette cérémonie.

INFORMATIONS

— Le général Leman, le héros de Liège, a quitté hier matin, sa résidence du Cap-Ferrat pour se rendre à Rouen, où il doit subir une opération au pied.

Sa fille et quelques officiers l'accompagnent. — M. Victor Antonesco, ancien ministre de Roumanie, et Mme ont quitté Paris hier matin, allant à Vichy pour un séjour de quelques semaines.

NAISSANCES

— La comtesse G. de Pins, née Clermont-Tonnerre, a mis au monde un fils.

— La comtesse Antoine de Prunel a donné le jour à un fils : Antoine.

MARIAGES

— En la chapelle de la mission espagnole a été célébré dernièrement le mariage du comte de Pradère, chambellan de S. M. le roi d'Espagne, conseiller d'ambassade, commandeur de la Légion d'honneur, avec Mlle Marguerite de Royewska, fille de M. de Royewska, décédé, et de Mme de Royewska.

— Mercredi a été célébré, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, le mariage de Mlle Jeanne de Chabaud La Tour, fille de M. Raymond de Chabaud La Tour, décoré de la croix de guerre, et de Mme, née del Cambre, avec M. Maurice Darcy, lieutenant aviateur, décoré de la croix de guerre, fils de Mme Jean Darcy, née Franqueville.

La bénédiction nuptiale a été donnée par le R. P. Truck.

Les témoins de la mariée étaient le baron de Chabaud La Tour et M. William Martin, ministre plénipotentiaire, chef du protocole ; ceux de la mariée étaient le comte de Franqueville, membre de l'Institut, et M. Darcy, ses grands-pères.

DEUILS

— Demain samedi sera célébré, à onze heures, en l'église Saint-Philippe du Roule, un service funèbre pour le repos de l'âme du lieutenant Alexandre d'Orsetti, du 25^e dragons. Au front depuis le début des hostilités, décoré de la croix de guerre avec palmes, le jeune officier a trouvé une mort glorieuse le 2 mai dernier. Il était âgé de vingt-neuf ans. Il ne sera pas fait d'invitations pour le service que nous annonçons, le présent avis en tenant lieu.

— M. Paul Delécolle, dont nous avons annoncé la mort, est le fils du directeur du Petit Matin et syndic de l'Association professionnelle de la presse républicaine.

NOUS APPRENNONS LA MORT

De M. le baron Jean de La Marquise, maréchal des logis, engagé volontaire au 26^e dragons, tombé au champ d'honneur le 20 avril, tué par un obus ;

De M. Ville, sénateur de l'Allier, décédé avant-hier à Moulins, âgé de soixante-quinze ans ;

De Mme Potter Palmer, qui a succombé aux suites d'une pneumonie en sa résidence d'hiver de Floride. Très répandue dans la société parisienne, où elle comptait de nombreux amis, Mme Potter Palmer a joué un grand rôle tant aux Etats-Unis qu'en Europe. Elle fut une des principales "ladies managers" de l'exposition de Chicago ; en 1900, les services qu'elle rendit en qualité de membre de la "National Commission for the Paris Exhibition" furent tels que le gouvernement français la nomma chevalier de la Légion d'honneur ;

De M. Pierre Anglès d'Aurac, ingénieur en chef des mines, professeur de métallurgie à l'Ecole des mines de Paris, lieutenant-colonel d'artillerie, décédé à Lyon, âgé de quarante-trois ans ;

De Mme Albert Donnet des Vorges, née de Menton d'Avernion, décédée à Paray-le-Monial, en Saône-et-Loire ;

Du comte Clary, fils de l'ancien aide de camp du prince impérial et de la comtesse Clary, née Marion. Il était le frère de la baronne de Beauverger ;

De M. Emile Worms, professeur honoraire de Faculté, membre correspondant de l'Institut.

BIENFAISANCE

— Le Secours franco-américain pour la France dévastée désire grouper des cultivateurs ayant des animaux (réfugiés de Bouchoir, Rouvroy et Goyencourt) en une coopérative dans l'intérieur de la France.

Prière d'envoyer le nom et l'adresse, 82, avenue des Champs-Élysées.

— La tombola annuelle de l'Enfant du soldat (œuvre d'assistance aux soldats des départements envahis et aux enfants des faubourgs, fondée en 1914 par le comte Fleury) sera tirée, le mercredi 15 mai, au magasin de vente de l'œuvre, 196, boulevard Saint-Germain. Dix mille billets, un lot garanti par dix billets et, de plus, un gros lot artistique par série de cinquante billets. Parmi les œuvres envoyées par les artistes généreux : toiles, aquarelles, dessins de :

Mme Mathilde Lemaire, Mme J. Mazeline, Mlle Madeleine Carpentier, Mlle Mathilde Sée, comtesse de La Croix-Laval, Mme Petitjean, Mlle de La Ville Le Roux, MM. Henri Gervex, de l'Institut ; Clairin, Montanard, Nozal, Patricot, Le Sidaner, Alexis Grémain, Jeanniot, Robida, Fouqueray, Jonas, Ferd. Bac, Hoffbauer, Guillaume, Guinier, Cappiello, de Caffias, Fabiano, Houdard, Lourdey, de Monrichard, beaucoup d'autres encore ; statuettes de M. Marcel Debut, Mme de Freumerie, etc.

Billets, 196, boulevard Saint-Germain et au siège social de l'œuvre, 26 rue Jacob.

ECRIRA-T-ON encore des romans futuristes — en particulier des romans sur les guerres futures — après la présente guerre ?

C'est un genre, on s'en souvient, où l'Anglais Wells a excellé. Dans la Guerre dans les airs il nous montrait, dix ans avant l'époque où nous sommes, les avions et les dirigeables dévastant l'univers, et ce qui est peut-être plus prophétique encore, les hostilités s'étendant au globe entier, toutes les nations du monde y étant engagées. Dans la Guerre des mondes, ce sont les habitants de Mars qui opèrent une descente sur la terre. Et, comme les hommes les gênent pour en faire ce qu'ils veulent, ils entreprennent froidement de détruire la race humaine, de même qu'en Australie les hommes cherchent à détruire scientifiquement les lapins. Et le procédé qu'ils emploient est justement celui des gaz asphyxiants : ils dirigent non seulement sur les armées, mais sur les villes de l'adversaire, au moyen d'énormes projectiles, de vastes nappes de ces gaz, dont les exhalaisons sont immédiatement mortelles.

Cela prouve que Wells possède le don, très rare chez les écrivains, de l'imagination en avant — la plupart des hommes de lettres n'ont qu'une imagination reconstructive : c'est-à-dire qu'ils bâtissent une histoire avec des éléments empruntés à la société telle qu'ils la connaissent — Wells pressent ce qui sera : c'est un mérite exceptionnel.

Il faut ajouter aussi, au nombre des prophètes, notre bon Jules Verne : il a conté l'histoire d'un savant allemand qui voulait démolir toute une ville à l'aide d'un canon monstrueux : nous venons de voir que ce rêve-là, nos ennemis ont essayé d'en faire une réalité.

Mais il semble bien qu'aucune imagination ne peut, si ingénieuse qu'elle soit, atteindre à la réalité. Dans cette guerre, les Allemands ont dépassé toutes les prévisions de Wells lui-même : celui-ci n'avait point songé à la guerre microbienne, et les Allemands l'ont faite, en Roumanie surtout, mais même en France.

Comme il est impossible d'aller plus loin, il est assez probable que les romanciers se décourageront. D'ailleurs, une fois la paix revenue, tout porte à croire que le lecteur sera saturé d'atrocités. Il réclamera des éloges et des histoires d'amour : c'est une réaction inévitable. On vit déjà le phénomène se produire lors de la Terreur révolutionnaire : jamais on ne publia autant d'idylles qu'après cette époque. L'Atala de Chateaubriand est la plus célèbre ; mais il y en eut d'autres, par centaines.

Pierre MILLE.

Pastels

On a vendu les merveilleux pastels de Degas.

Ils étaient nombreux. Il les avait empilés dans son ordre dans tous les coins de son atelier. Certains étaient pressés l'un contre l'autre, face à face, et se gâtaient en mêlant leurs couleurs.

La plupart disparaissaient sous une couche de poussière d'un bon centimètre d'épaisseur.

Nul artiste ne fut plus jaloux de garder ses œuvres pour lui seul et cependant moins soucieux d'en assurer la conservation.

Les commissaires-priseurs et les experts chargés de mettre ces pastels aux enchères furent très embarrassés pour les nettoyer. Ils les secouèrent légèrement, mais la poussière ne tomba pas. Ils eurent alors l'idée de les élever avec un soufflet qu'on manœuvra avec précaution. C'est ainsi qu'on réussit à rendre à ces chatoyantes compositions leur éclat primitif.

Il est d'ailleurs fort malaisé de défendre les pastels contre toutes les causes de destruction. Il y faut apporter un soin extrême.

Les procédés pour les fixer sont très insuffisants.

L'alcool vaporisé assombrissait les tons et en modifiait quelques-uns par des réactions chimiques.

Le meilleur fixatif est peut-être la colle de pâte très claire, vaporisée quand elle est encore chaude.

Mais, même après qu'on a fixé un pastel, il faut toujours craindre que sa fleur,

son duvet, ne soient altérés au moindre contact.

La Tour de Saint-Quentin emprisonnait ses pastels entre deux glaces dont les bords étaient protégés par des bandes de papier collé. Il évita ainsi les ravages de l'humidité et des moisissures qu'elle favorise.

Les pastels de Perronneau ont été traités avec bien moins de sollicitude. La plupart sont fort usés : c'est un crève-cœur pour les admirateurs de ce délicieux maître.

Il n'est pas douteux que les pastels de Degas ne soient entourés de la plus attentive dévotion par leurs nouveaux propriétaires. On tient généralement à ce que l'on a payé fort cher.

EN LIAISON

Je rêvais, l'autre jour, dans le métro, car que faire en métro, à moins que l'on n'y rêve ? En face de moi se trouvait modestement assise une dame fort élégante et très distinguée. Elle appuyait avec douceur sa main sur un gros parapluie du dernier modèle, et le parfum le plus délicat se répandait autour d'elle. Enfin c'était une personne tout à fait très bien.

Soudain, vint à monter dans le wagon un gars des tranchées, mais ce qu'on appelle un vrai gars, boueux, décoré, magnifique. S'il faut tout dire, ce gars au poil embroussaillé avait dans le nez plus d'une bouteille : il suffisait de le voir vaciller pour s'en apercevoir, quand même une aimable familiarité et l'abandon charmant de ses propos ne l'eussent déjà fait pressentir.

La jeune dame très jolie et si distinguée craignait-elle de recevoir sur les genoux, au moindre cahot, le guerrier incertain, son bâton, son casque et ses moustes ? Ou bien ne voulait-elle pas plutôt sauver la dignité de l'armée en épargnant à ce héros une chute qui semblait inévitable ? Quoi qu'il en fut, elle se leva, et lui dit avec bonté : « Asseyez-vous donc, mon ami, prenez ma place. »

Or, à ces mots, voici que notre gaillard la fixe soudain, son regard s'éclaircit, un large rire écarte sa broussaille, et d'une voix pâteuse en même temps que tonitruante, il s'écrie :

— Ah ! c'est toi, ma petite mère ?... Mais je te reconnais très bien !... Je t'ai vue en Belgique... Tu ne te rappelles pas ?... Allons, tu fais semblant de ne pas te rappeler, mais moi, je te reconnais, mon Dieu ! Je te reconnais, je te reconnais... Et ne fût qu'on l'en empêcha, il l'eût embrassée, le bougre !

Rouge comme une pivoine, et horriblement choquée, la jolie dame, qui de sa vie n'avait mis ses amours de pieds en Belgique, descendit, sans demander son reste, à la prochaine station, en maudissant le "pinard" et ses illusions.

Eh bien, jolie dame, vous avez manqué de vertu : il fallait vous laisser embrasser par ce pauvre garçon, et le reconnaître, puisqu'il y tenait. La prochaine fois, faites ainsi. Quand on commence à être bonne, il faut aller jusqu'à la sainteté. — MARCEL BOULENGER.

Rentes académiques

On aurait tort de croire que les nouveaux élus au Palais Mazarin n'auront, jusqu'au jour de leur réception, que des loisirs académiques.

M. Louis Barthou et Mgr Baudrillard doivent, depuis le 2 mai, leur collaboration à leurs confrères de l'illustre Compagnie.

Ils n'assisteront pas, il est vrai, aux séances ordinaires de l'Académie, mais, en attendant d'y être admis, ils ne seront nullement dispensés de prendre part aux travaux des commissions, qui sont lourds, à cette heure où l'on élucide les titres des candidats aux prix littéraires et aux prix de vertu.

D'ailleurs, les nouveaux élus ont déjà droit à l'indemnité allouée à tout membre de l'Académie française par le décret du 3 pluviôse an XI.

Cette indemnité est légère, mais elle consacre matériellement l'élection.

Chacun des membres de l'Académie émerge au budget de l'Institut de France pour une somme de 1.500 francs annuellement.

De cette somme de 1.500 francs sont distraits 300 francs, « pour former le fonds de droit de présence (les jetons de présence) accordé à chacun des membres de l'Académie qui assistent aux séances particulières ».

En outre, il est prélevé, sur les 1.200 francs restants, 200 francs encore, « pour

former huit pensions de 1.000 francs chacune que l'on offre aux huit doyens de la Compagnie ».

Bref, avec les lauriers académiques, l'élection du 2 mai a assuré à M. Barthou et à Mgr Baudrillard tout juste 1.000 francs de rente, en rémunération de leur collaboration aux travaux de l'Académie.

Carte de tabac

Nous avons dit que l'administration des Finances pensait à instituer une carte de tabac qui serait distribuée seulement aux consommateurs de sexe masculin et âgés de plus de seize ans.

Nous avons indiqué les objections qui déjà s'élevaient contre ce projet.

Voici une protestation d'une de nos lectrices :

« Je tiens à vous faire remarquer qu'un grand nombre de femmes, dont je suis, s'efforcent de se procurer du tabac pour l'envoyer aux soldats du front : mari, frères, père ou filleuls.

« Ces soldats, quand ils séjournent en première ligne, sont très souvent privés de tabac : du moins ne leur fournit-on que du tabac de cantine. Beaucoup d'entre eux préfèrent le tabac fin. Il leur est impossible d'en trouver.

« Fréquemment ils nous écrivent de leur expédition : — C'est, déclarent-ils, ce qui nous fera le plus de plaisir.

« Pourquoi retirer aux femmes la faculté de rendre ce petit service à ceux qui leur sont chers ? »

Notre correspondante n'a que trop raison, et nous soumettons son observation à M. L.-L. Klotz.

Mise en scène moderne

Charles Baret, empereur des tournées théâtrales, publie ses Souvenirs.

Il y déplore la saleté et surtout la pauvreté de certaines scènes provinciales.

N'est-ce pas à lui qu'arriva cette amusante histoire ?

Il promenait Hernani dans le Midi de la France.

Dans une petite ville, avan, la grande scène des portraits, il a l'idée de vérifier le décor.

Il lui montre un intérieur du plus pur Louis XV : trumeaux rococo, pendule, fauteuil Voltaire, guéridon. Il ne s'étonne pas. Il en a bien vu d'autres. Toutefois, un détail l'inquiète. Il n'y a pas de tableaux.

Comment don Roy Gomez ventera-t-il à don Carlos ses portraits de famille ?

Charles Baret interroge le machiniste.

« Oh ! monsieur, répond l'autre, légèrement offensé, on sait son métier. J'ai tout prévu. Remarque sur le guéridon cet album de photographies. Don Roy Gomez n'aura qu'à le feuilleter... »

Effectivement, à la scène des portraits, l'acteur qui représentait le vieux duc mouillait de salive son pouce et tournait les pages de l'album :

Don l'album, c'est l'album, l'ancêtre, le grand homme : Don Silvius, qui fut trois fois consul de Rome.

Autre coup de pouce :

Voici Roy Gomez de Silva Grand maître de Saint Jacques et de Calatrava.

Et, de page en page, apparaissent don Juan, don Gaspar de Mendocce, don Vasquez :

« J'en passe et des meilleurs ! » disait avec conviction l'acteur, et, quand il avait montré la dernière photographie, il fermait l'album en narguant don Carlos.

Le public, paraît-il, se montra fort accommodant. Cette singulière interprétation lui sembla très légitime.

Les premiers muguets

La rue de la Paix, avec le premier muguet, a repris toute son animation. La Parisienne ne se doit-elle pas de remplir, à son tour, sa mission de charme et d'élégance ? Aussi voit-on de nombreuses passantes s'arrêter au nouveau magasin des Parfums d'Orsay, transformé dans une jolie note d'art, depuis que la nouvelle Société Française préside aux destinées des produits parisiens, universellement appréciés aujourd'hui.

LE PONT DES ARTS

Les Lettres Parisiennes avaient annoncé leur parution pour le 1^{er} mai. Les événements actuels ont amené les Lettres Parisiennes, dont nombre de collaborateurs sont mobilisés, à retarder leur premier numéro. Celui-ci paraîtra donc le 1^{er} juin.

LE VEILLEUR.

LES CONTES D'EXCELSIOR

BRIGITTE CHEZ SA MÈRE

PAR PIERRE VALDAGNE

La folle journée

Brigitte a arrangé l'hôtel de sa mère, comme de Vagram, d'une façon charmante. Il est bien entendu que le thé qu'elle donne à ses amis est intime, que ce n'est qu'un thé de guerre et rien de plus. Elle a rempli la maison de fleurs et elle a sorti le plus joli service. C'est la cuisinière qui a fait la pâtisserie. Mme Monelle est un peu troublée en voyant ce décor de fête. Mais Brigitte, calme, personne n'a rien à dire. Mon mari est à la guerre, je suis moi-même une réfugiée, moi, une « permission de détente ». Quant à sa sœur Simone, elle essaye de cacher sa joie. D'abord cette réception l'enlante, et puis Brigitte a invité le lieutenant Georges Hyper, son blessé ! Simone ne veut pas l'avouer, mais son cœur bat un peu.

Bientôt les invités arrivent. Les salons s'emplissent, il y a beaucoup de monde. C'est un murmure de conversations : c'est le bruit de la porcelaine et de l'argenterie. Les dames bourrent de gâteau, les messieurs sifflent les flacons de porto.

M^{me} DESSIN (disparaissant dans ses armoires). — Quelle jolie idée de nous avoir réunis, Brigitte !

BRIGITTE. — Vous êtes ravissante ! Vous avez un teint !

GERMAINE FRANCCUR. — On a besoin de se retrouver, n'est-ce pas ? Quelle vie nous menons depuis la guerre !...

BRIGITTE. — Oh ! il y a longtemps que j'ai fait le projet de vous réunir. Seulement, n'est-ce pas ?... je ne suis pas chez moi je suis chez maman...

M^{me} DESSIN (apitoyée). — Oui... pauvre petite !...

BRIGITTE. — Oh !... ce n'est pas que maman ne comprenne pas les choses...

GERMAINE FRANCCUR. — Ça n'est pas la même chose, tout de même, que d'être chez soi !...

M^{me} DESSIN. — A votre âge, Brigitte... GERMAINE FRANCCUR. — Et quand on est mariée !...

M^{me} DESSIN. — Quel est donc ce capitaine qui ne quitte pas Henriette Feston ?

BRIGITTE. — C'est le capitaine Henri Mavrier.

GERMAINE FRANCCUR. — C'est son flirt ?... Joli garçon !...

BRIGITTE. — Entre nous, je voudrais bien savoir ce qu'il fait à Paris, celui-là !... Il n'a rien de cassé... Pourquoi n'est-il pas au front, comme mon mari ?

M^{me} DESSIN (montrant quelqu'un qui entre). — Tenez !... en voilà un qui revient, du front !... Le pauvre garçon !... il a une jambe coupée !

En effet, le jeune lieutenant Georges Hyper vient d'entrer, attristant tous les regards. Il a la physionomie ouverte, un air dégoûté. Sur sa poitrine la Légion d'honneur et la croix de guerre.

Mais une émotion vous prend en voyant que le lieutenant a une jambe de bois. Simone, toute rouge, est allée vers lui ; elle le guide et l'entraîne vers Brigitte.

SIMONE. — Je te présente M. Georges Hyper, mon cher blessé... Ma sœur, M^{me} Chantier...

Le lieutenant s'est incliné avec la plus parfaite aisance et a baisé la main de Brigitte.

GEORGES HYPER. — Laissez-moi vous exprimer toute ma reconnaissance, madame, d'avoir bien voulu m'accueillir...

BRIGITTE (un peu réservée). — Ma petite sœur Simone nous avait souvent parlé de vous, lieutenant, et c'est moi qui vous remercie...

SIMONE (très émue et ne s'apercevant pas qu'elle interromp sa sœur). — Je vais présenter M. Hyper à maman... (à Hyper) Voulez-vous venir avec moi ?

GEORGES HYPER. — Mais oui, mademoiselle... (Il salue Brigitte et suit Simone, qui l'entraîne.)

BRIGITTE (à part, en regardant s'éloigner). — Ah ! ah !... le voilà donc, le fameux lieutenant de Simone ! Elle paraît avoir complètement perdu la tête, cette petite ! Nous allons bien voir si le gaillard est sincère ou non !...

Mais Brigitte aperçoit M. Georges Gratte, qui se faufile parmi les groupes et cherche à la rejoindre. Elle va vers lui ; elle main tendue :

BRIGITTE. — Cher monsieur Gratte... comme vous êtes aimable !...

M. GRATTE (baisant la main de Brigitte). — Tout l'honneur est pour moi...

BRIGITTE (affaïrée). — Vous allez rencontrer des amies... de très jolies femmes que vous connaissez...

M. GRATTE. — La plus jolie, c'est vous, chère madame ; ne m'envoyez pas déjà en pénitence.

BRIGITTE (le menaçant du doigt). — Vous savez que je suis insensible aux compliments.

M. GRATTE. — C'est à force d'en entendre ! Que ne suis-je un poète pour inventer en votre honneur une formule nouvelle !

BRIGITTE. — Vous êtes plus précieux qu'un poète !... C'est grâce à vous que nous ne grolotons pas dans cette maison... Sans votre bienheureux anthracite...

M. GRATTE. — N'en parlons pas, je vous en prie... C'est moi votre obligé, puisque j'ai pu vous être agréable.

BRIGITTE. — Venez prendre une tasse de thé... Je vais vous conduire...

M. GRATTE. — Je vous suivrai jusqu'au bout du monde ! (Brigitte l'entraîne.)

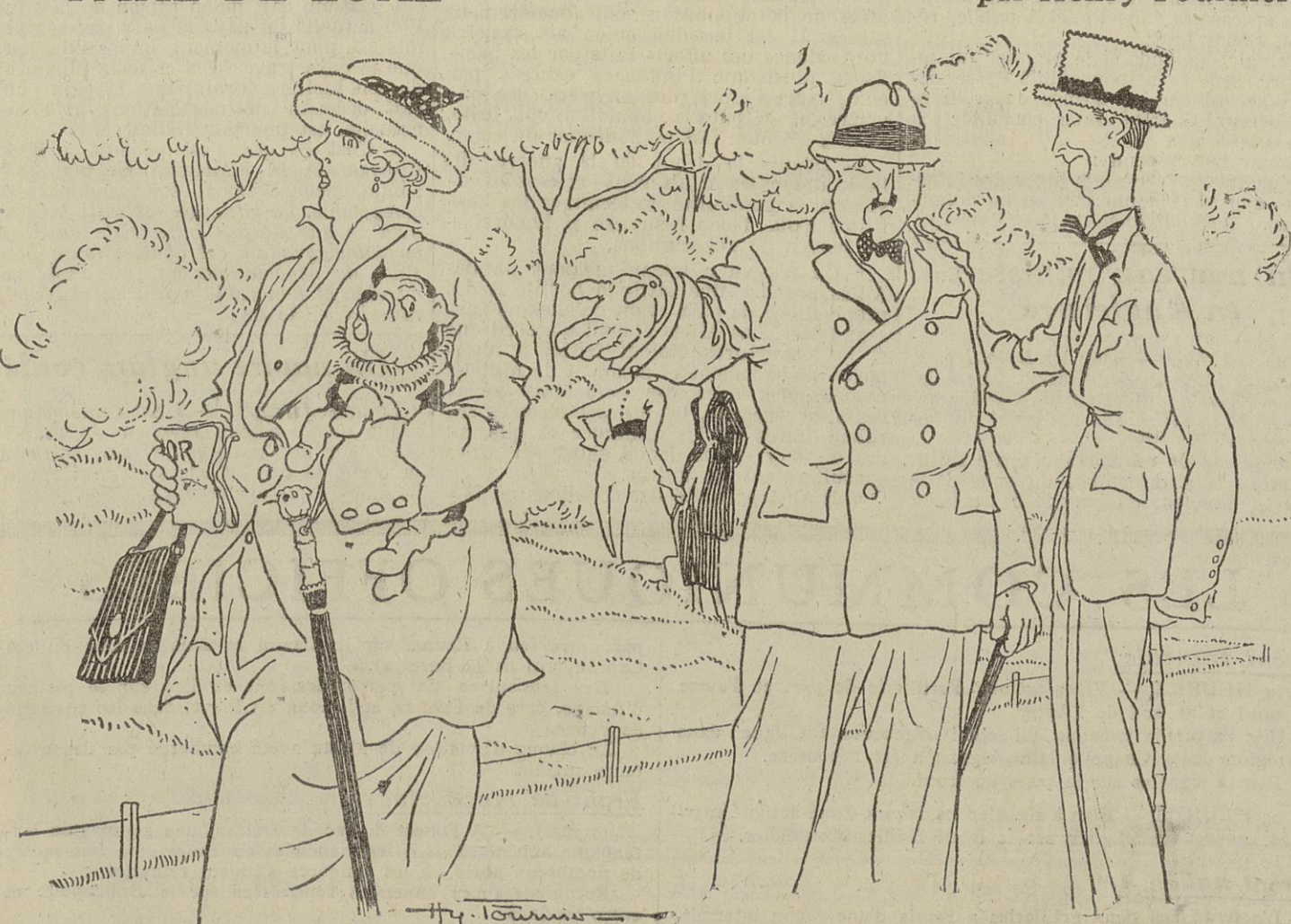
M^{me} DESSIN (à Germaine Francœur). — Avez-vous remarqué Arthur Gratte qui prend feu pour Brigitte ?

GERMAINE FRANCCUR. — Il paraît tout à fait amoureux !

HENRIETTE FESTON. — Plaignons-le ! Il perd son temps !

M^{me} DESSIN. — Si vertueuse que ça Brigitte ?

TAXE DE LUXE



— C'est une horreur... et qui me coûte cher.
— Divorce.
— Mais non... c'est son chien : un chien de luxe.

Tous ces minois jolis
le sont grâce à la
CRÈME de beauté HÉRA
qui protège et affine le teint
Pourquoi ?
Demandez à HÉRA, 83, rue de Chézy
Neuilly-Paris, sa jolie brochure illustrée

MAIACEINE
POUDRE DE RIZ

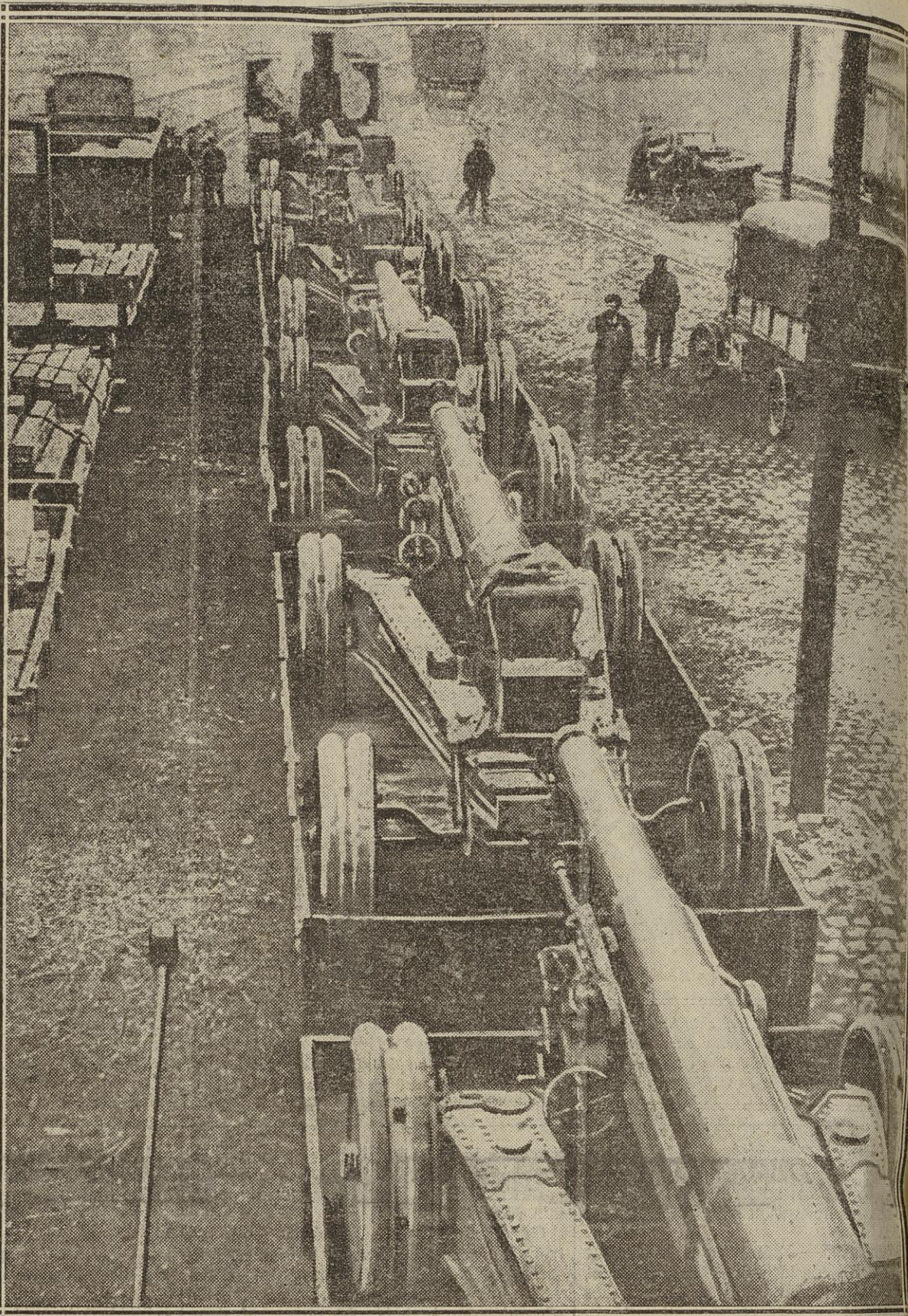
C'est une grande sagesse de n'avoir ni précipitation dans ses actes ni opiniâtreté dans ses sentiments.

EXCELSIOR

C'est sagesse encore de ne pas croire à tout ce qu'on dit et de ne pas répéter aussitôt tout ce qu'on apprend et tout ce qu'on pense.

LE PALAIS DE L'AMBASSADE FRANÇAISE A PETROGRAD

LA FRANCE FABRIQUE DES CANONS POUR L'AMÉRIQUE



LA GARDE EN A ETE CONFIEE AU CONSULAT DE DANEMARK
M. Noulens ayant décidé, après la capitulation russe, de quitter Petrograd livré à l'anarchie, le palais de l'ambassade de France a été mis sous la sauvegarde du consul de Danemark. Voici la porte du palais, avec un écriteau qui est timbré du pavillon danois.

CANONS DE 155 EN PARTANCE A LA GARE D'ORLÉANS POUR UN PARC
Le ministère de la Guerre des Etats-Unis ayant décidé que les troupes américaines seraient dotées de canons semblables aux nôtres, des commandes fort importantes ont été passées à nos arsenaux. Voici des 155 expédiés de Paris à l'armée du général Pershing.

LES THEATRES

Assemblées générales. — Aujourd'hui aura lieu, au théâtre Edouard-VII, sous la présidence de M. Félix Huguenet, l'assemblée générale des artistes dramatiques et lyriques des théâtres français.
— Mardi, 14 mai, à 1 h. 1/2, salle du Conservatoire de musique (rue du Conservatoire), assemblée générale annuelle de l'Association des Artistes musiciens.

OLYMPIA
Central 44-68

FAUTEUILS

1, 2, 3 francs

PROGRAMME NOUVEAU
TOUS LES JOURS
à 2 h. 30 MATINEE
TOUS LES SOIRS
à 8 h. 30
3 HEURES DE GAJETE

GAUMONT PALACE

« SON FLIRT »
Interprété par G. Béhan
« LA PEINE DU TALON »
Ciné-Vaudeville Gaumont
LES ANNALES DE GUERRE
et LES GAUMONT-PALACE ACTUALITES
Loc. 4, r. Forest, Tél. Marcadet 16-73, ouverte
vendredi, samedi et dimanche.

Une œuvre de Perez Galdos. — Les journaux madrilènes publient de longs comptes rendus de la nouvelle pièce du célèbre romancier et auteur dramatique Perez Galdos, représentée mercredi soir au théâtre Princesa.

Ce drame, intitulé *Sainte Jeanne de Castille*, est une évocation des derniers jours de l'infortunée reine de Castille, Jeanne la Folle, mère de Charles Quint. Le rôle de la reine de Castille est interprété par la célèbre actrice Kirgu.

Les journaux sont unanimes à reconnaître que la nouvelle œuvre de Perez Galdos est magnifique.

LA JOURNÉE :

Opéra, relâche ; dem., 7 h. 30, *Thais*.
Comédie-Française, 8 h. 15, *Primerose*.
Opéra-Comique, relâche ; dem., 7 h. 30, *les Contes d'Hoffmann*.
Odéon, 7 h. 45, *la Robe rouge*.
Vaudeville, 2 h. 30, *Poissons un rêve*.
Porte-Saint-Martin, 8 h. 15, *la Flambee*.
Ambigu, 8 h. 15, *Quatre femmes et un caporal*.
Palais-Royal, rel. ; dem., 2 h. 30, *la Cagnotte*.
Châtelet, demain, 8 h. 15, *la Course au bonheur*.
Antoine, 8 h. 30, *M. Bourdin, professeur*.
Gymnase, 8 h. 45, *Petite Réine*.
Athénée, 8 h. 30, *la Dame de chambre*.
Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?*.
Trianon-Lyrique, rel. ; dem., *le Grand Mogol*.
Edouard-VII, 8 h. 15, *la Folle nuit*.
Capucines, 8 h. 30, *Paris au bleu ! revue ; Une petite fois : Pour dire quelque chose*.
Scala, 8 h. 30, *Amour et Cie*.
Grand-Guignol, 8 h. 30, *l'Expérience du docteur Lorde, le Triangle*.
Déjazet, 8 h. 30, *la Classe 36*.
Th. des Arts, 8 h. 15, *les Gosses dans les ruines*.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère (Quai, 92-59), 8 h. 30, la revue *Quand même !* 2 actes, 35 tableaux, 100 artistes.
Olympia (Centre, 44-68), 2 h. 30 et 8 h. 30, spectacle de music-hall (20 numéros amusants).
Casino de Paris, 8 h. 30, Mistinguett, Chevalier, Rose Amy, Magnard dans la revue.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, *Son Flirt et la Peine du talon*.

Nous rappelons à nos lecteurs du front que les coopératives approvisionnées par les Messageries Hachette doivent être à même de leur procurer notre journal sans aucune majoration de prix ; il leur suffit d'en remettre la commande à la coopérative.

CORNEE BEEF Viande cuite et désossée de 1^{re} qualité. Vente directe au consommateur. Franco 108 fr. la caisse de 48 boîtes de 340 gr. net, cont. mandat ou remb. Echantillon franco 1 boîte, 3 fr. Henri LEBOSSE, Corned Beef, Le Havre.

SAVON de ménage « THE SWEETHEART » postal 10 k. br. 27 f. éco gare, px spéc. p. quant. Repr. dem. Ed. J. Pourpe, 130, r. Ferrari, Marseille.

Crème EPILATOIRE Rosée
L'ÉPILIA — du D^r SHERLOCK
SPECIALE POUR ÉPIDERMES DÉLICATS
Une seule application détruit en quatre minutes POILS et DUVERTS du visage ou du corps. Rend la peau blanche et veloutée. Flac. 6 fr. mandat ou timb. — Evaz, distric. S. POITEVIN, 2, Pl. du Théâtre-Français, Paris.

GRAINS MIRATON
Un Grain assure effet laxatif.
31 CHATEL GUYON 31

VOIES URINAIRES
Maladies de la PEAU
Prostite, Acarie, Impureté, Écoulement, Rétrécissement, Filaments, Métrite, Périure, Éczéma, Démangeaisons, Gale, Dartres, etc.
Consultez les Docteurs Spécialistes de l'INSTITUT MILTON
Grande Clinique universelle, fondée contre le surmenage et les troubles de la vie, 7 et 9, Cité Milton, r. des Martyrs, Paris (9^e)
608 consultations par jour, de 9 h. à 19 h. Traitements par correspondance.

FEMMES QUI SOUFFREZ
VOUS SEREZ SOULAGÉES & GUÉRIES PAR LES PILULES VÉGÉTALES DE L'ABBAYE DE CLERMONT
VÉRITABLE JOUVENCE
Renseignements & Brochure Gratuits
B. THEZEE & LAVAL (Mayenne)
ET DANS TOUTES LES PHARMACIES

AVOCAT 10fr. Consult. rue Vivienne 51, Paris. Divorce, Annulation religieuse, Réhabilitation à l'insu de tous.
Procès. Sujets confidentiels. Enquêtes discrètes (32^e année).

La documentation sur la guerre la plus complète et la plus exacte est fournie par la collection d'« Excelsior ». Demander conditions spéciales à nos bureaux.

FORCES INCONNUES

Avec la BAYONNETTE, expédiée à l'essai, vous pouvez soumettre une personne à votre volonté, même à distance. Dem. à G. STEFAN, 92, Ed. St-Marc, Paris aux livres 5^e et 21, HATTE.

GOUTTES DES COLONIES
DE CHANDRON
CONTRE
MAUVAISES DIGESTIONS, MAUX D'ESTOMAC, Diarrhée, Dysenterie, Vomissements, Cholérine
PUISSANT ANTISEPTIQUE DE L'ESTOMAC & DE L'INTESTIN
DANS TOUTES LES PHARMACIES
VENTE EN GROS : 8, Rue Vivienne, Paris.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.
Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

Maladies de la Femme

LA METRITE
Toute femme dont les règles sont irrégulières et douloureuses, accompagnées de catarrhes, maux de reins, douleurs dans le bas-ventre ; celle qui est sujette aux Hémorragies, aux Maux d'estomac, Vomissements, Renvois, Agueurs, Manque d'appétit, aux idées noires, doit prendre la MÉTRITE.

Exiger ce portrait.

La femme atteinte de Métrite guérira sûrement sans opération en faisant usage de la

JOUVENCE de l'Abbé SOURY

Le remède est infallible, à la condition qu'il soit employé tout le temps nécessaire.

La Jouvence de l'Abbé Soury guérit la Métrite sans opération, parce qu'elle est composée de plantes spéciales ayant la propriété de faire circuler le sang, de décongestionner les organes malades en même temps qu'elle les cicatrise.

Il est bon de faire chaque jour des injections avec l'Hygiène des Dames, la boîte 2 fr. 25 (ajouter 0.30 par boîte pour l'impôt).

La Jouvence de l'Abbé Soury est le régulateur des règles par excellence, et toutes les femmes doivent en faire usage à intervalles réguliers pour prévenir et guérir : Tumeurs, Cancers, Fibromes, Hémorragies, Varices, Hémorroïdes, Phlébites, Faiblesse, Neurasthénie, contre les accidents du Rétard d'Age, Chaleurs, Vapeurs, Éboulements, etc.

La JOUVENCE de l'Abbé SOURY se trouve dans toutes les Pharmacies : le flacon, 4 fr. 25, franco gare, 4 fr. 85. Les quatre flacons, 17 fr. franco contre mandat-poste adressé à la Pharmacie MAG. DUMONTIER, à Rouen.

Ajouter 0 fr. 50 par flacon pour l'impôt.

Bien exiger la Véritable JOUVENCE de l'Abbé SOURY avec la signature Mag. DUMONTIER.

(Notice contenant renseignements gratuits) 1918

ANDRÉ CITROËN  **ACIER A COUPE RAPIDE**
INGÉNIEUR CONSTRUCTEUR - 139 QUAI DE JAVEL PARIS "AC DOUBLE CHEVRON" LIVRAISON IMMÉDIATE